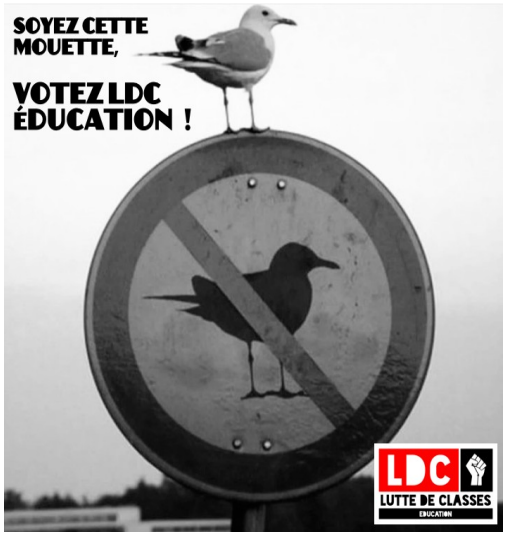
Union des syndicats Lutte de Classes (U-LDC)
La Capsule, 21 rue Boucher de Perthes, 38000 Grenoble
contact@u-ldc.org
https://u-ldc.org

LDC Hauts-de-France syndicat@ldc-hdf.org
https://ldc-hdf.org

Élections professionnelles décembre 2026

CONTRE LA CASSE, LA LUTTE DES CLASSES



Depuis de nombreuses années les contractuel·le·s enseignant·e·s, d'éducation et psychologues sont maltraité·e·s.
LUTTONS POUR QUE CELA CESSE.

CONTRACTUEL·LE·S : DES VARIABLES D'AJUSTEMENT

L'éducation nationale est le premier employeur de travailleur·se·s précaires. Le gouvernement vient de nouveau d'apporter la preuve qu'il les considère comme des variables d'ajustement budgétaires en ne renouvelant pas un grand nombre de contrats. Ce sont pourtant des personnels à qui l'on confie la tâche d'enseigner, d'éduquer, de venir en aide aux élèves. Alors qu'on nous sert le prétexte de « la crise », dans le même temps l'armée et les entreprises continuent à bénéficier des largesses du pouvoir. La pression des récents mouvements (lycéen·ne·s, étudiant·e·s, travailleur·se·s) ont contraint le gouvernement à renouveler quelques contrats : « Le roi lâche quand le peuple arrache ». Mais avec quels contrats, quelles conditions de travail et d'existence ? Pour des collègues qui accomplissent les mêmes tâches que leurs collègues titulaires, sur les mêmes lieux de travail.

DES CONDITIONS DE TRAVAIL SOUVENT INDIGNES

On affecte trop souvent un·e contractuel·le sur plusieurs établissements éloignés, on lui impose un temps partiel et un salaire insuffisant pour vivre, ou des contrats courts et changeants, pour l'éjecter quand on n'en a plus besoin ; on lui demande le même travail qu'à ses collègues titulaires, mais pas avec la même rémunération. Devant ces conditions indignes beaucoup déprime, angoissent, peinent à payer leurs factures, leurs frais de transport, ou à obtenir un prêt bancaire. D'autant plus que l'administration met beaucoup de temps pour leur donner les attestations qui leur permettent, en fin de contrat, d'obtenir leurs droits aux chômage et autres aides.

Souvent peu ou pas formé·e·s, on exige cependant qu'ils et elles soient « performant·e·s », tout en les laissant dans la précarité. Comment s'étonner que certain·e·s, à bout, renoncent et démissionnent ?

LE SCANDALE DOIT CESSER !

LDC EDUCATION HAUTS-DE-FRANCE et L'UNION DES SYNDICATS LUTTE DE CLASSES LUTTENT POUR :

- **Une amélioration nette des conditions de travail et d'affectation (contrats stables, prise en compte des conditions familiales et géographiques, reconnaissance de l'expérience acquise).**

- **L'augmentation des rémunérations.**

- **La titularisation sans condition de concours ou de nationalité.**



VOTEZ ET FAITES VOTER LUTTE DE CLASSES ÉDUCATION